

Fil d'actu du RAEMH

Novembre 2023



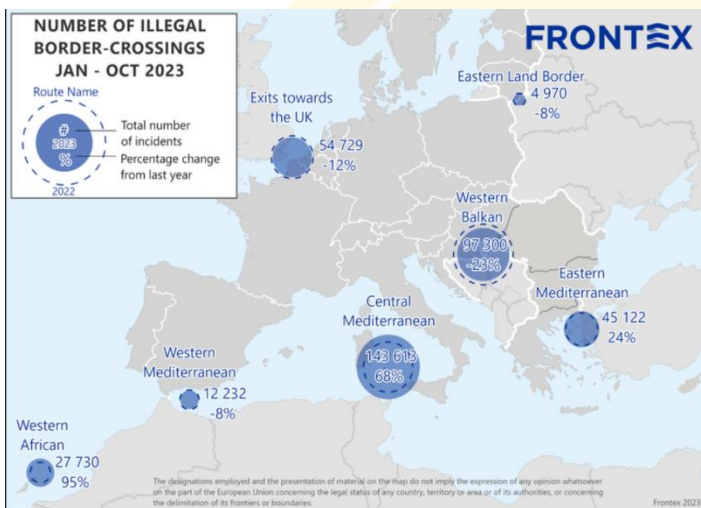
01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquant	6
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	7



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Mouvements transnationaux



Route	Janv-Oct 2023	Janv-Oct 2023 / Jan-Oct 2022	Principales nationalités (Janv/Oct 2023)
Méditerranée centrale	143.613	+68%	Guinée, Côte d'Ivoire, Tunisie
Balkans	97.300	-22%	Syrie, Afghanistan, Turquie
Méditerranée occidentale	45.122	+24%	Syrie, Palestine, Afghanistan
Afrique de l'Ouest	27.730	+95%	Maroc, Sénégal, Guinée
Méditerranée orientale	12.232	-8%	Maroc, Algérie, Syrie
Frontières occidentales	4.970	-8%	Ukraine, Afghanistan, Syrie
Départs pour le Royaume Uni	54.729	-12%	Afghanistan, Syrie, Irak.

Données issues du rapport périodique de Frontex

Maroc: plusieurs tentatives de franchissement de la barrière entre le Maroc et Ceuta ce mois-ci, dont [la dernière, la nuit du 17 novembre](#), a été particulièrement importante (entre 700 et 1000 personnes ont tenté de traverser, selon les sources) et violente.

Espagne: Entre janvier et fin novembre, [35 410 entrées par les Canaries ont été enregistrées, dépassant le record de 2006](#) (31.678 arrivées).

En deux semaines, plus de 330 personnes ont débarqué dans l'[archipel des Baléares](#), depuis l'Algérie. Cette année, plus de 13.000 personnes ont emprunté cette route, 11.000 en 2022. Le profil des personnes semble évoluer: initialement essentiellement d'origine maghrébine, les ressortissants d'Afrique subsaharienne sont en nette augmentation, passant de 11,8% des personnes secourues en 2022 à 40% cette année.

The New Humanitarian |

Tunisie: [article sur la route migratoire à travers la Tunisie et les conditions de vie des personnes dans le pays.](#)

Afrique de l'Est / Afrique du Sud: La [route vers l'Afrique du Sud](#) est l'un des trois principaux couloirs emprunté par les personnes originaires de la Corne de l'Afrique. Mais contrairement aux deux autres routes les plus connues (celle de l'est vers les États du Golfe ou celle du nord vers l'Europe), elle est à la fois peu documentée et mal connue.

Déplacements internes

RDC: Selon l'OIM, [record de 6,9 millions de personnes déplacées par le conflit au Congo](#), ce qui en fait l'une des plus importantes crises humanitaires et de déplacement au monde.

Soudan: alors que la guerre fait rage à Khartoum, la police a [expulsé des centaines de civils](#) qui avaient trouvé refuge dans une école de l'Etat oriental de Gedaref, région qui accueille actuellement 273 000 personnes déplacées.

02 Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

UE/Pacte migration et asile: La [présidence espagnole du Conseil de l'UE](#) veut conclure les négociations sur le Pacte sur la migration et l'asile avant la fin de l'année, mais des désaccords persistent entre le Conseil et le Parlement européen, concernant notamment les procédures d'enregistrement des arrivées aux frontières de l'UE, et plus particulièrement les possibilité de profilage racial et les garanties de protection pour les mineurs .

UE/Tunisie: malgré les relations diplomatiques délicates entre la Tunisie et l'UE - notamment depuis le refus de fonds européens par la Tunisie en octobre dernier- , la [coopération sur la question migratoire suit son cours](#): l'UE prête une assistance technique aux bateaux des garde-côtes tunisiens, des équipements, dispense du renforcement de capacités pour les sauvetages en mer... Depuis la signature de l'accord migratoire, les départs de bateaux depuis la Tunisie auraient été divisés par 7.

Espagne / Sénégal : Fin octobre, le [ministre de l'intérieur espagnol a rencontré son homologue sénégalais à Dakar. L'Espagne s'est engagée à](#)

[envoyer plus de personnel et des drones](#) pour renforcer la surveillance du littoral. Pour autant, la question de la reprise des vols de rapatriement n'a pas été évoquée, malgré la volonté espagnole d'une meilleure collaboration du Sénégal sur ce point.

Italie / Albanie: signature d'un protocole d'entente entre les deux pays, prévoyant [l'installation en Albanie de deux centres de rétention](#), aux frais de l'Italie, pour personnes secourues en Méditerranée par des navires italiens, à des fins de procédures de demande d'asile ou de rapatriement.

Tchad/Hongrie: Farouchement hostile à la politique européenne d'accueil des réfugiés, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a décidé de [déployer d'ici mars 2024, un contingent militaire au Tchad pour deux ans](#), afin d'assister économiquement le pays, freiner l'immigration illégale et l'aider à lutter contre le terrorisme. La Hongrie prévoit également l'installation d'un centre permanent d'aide humanitaire et économique.

Union Africaine: moins visible sur la scène médiatique, l'organisation africaine a pour autant une stratégie à long terme qui tient compte de la question migratoire, notamment vers l'Europe. Ainsi, son [Cadre de politiques migratoires pour l'Afrique](#) (MPFA, pour Migration Policy Framework for Africa) couvre différents défis du processus migratoire, allant des causes originelles à ses impacts sur le développement. Il fournit un cadre juridique non contraignant, appelant les États membres à lier leurs politiques migratoires à la protection des droits des migrants. Au niveau national, cela passe par la mise en œuvre de politiques migratoires appropriées, un meilleur contrôle aux frontières, ainsi que d'autres mesures plus inclusives, notamment en matière d'emploi des jeunes, d'éducation et de qualité des services publics. Le positionnement de l'UE contraste avec la stratégie à court-terme de l'UE.



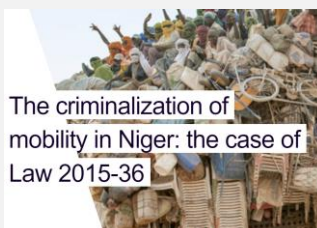
Rapport: [“Plus que des frontières : Effets des interventions de l'UE sur les migrations au Sahel, par l'Institut d'études de sécurité \(ISS\) qui pointe notamment l'augmentation des contrôles aux frontières, qui alimente les tensions sociales et l'insécurité le rapport évoque aussi l'investissement de l'UE dans les contrôles frontaliers, qui a entraîné la multiplication des points de contrôle, avec une augmentation des cas d'extorsion et de stigmatisation des groupes mobiles \(déplacés, éleveurs traditionnellement issus des communautés Peul et Fulani\).](#)

Surveillance, refoulements

FOCUS / NIGER

L'actualité nigérienne a été marquée par l'[abrogation de la loi du 26 mai 2015 pénalisant le trafic illicite de migrants](#). Le texte avait été [adopté en 2015 dans le cadre d'un accord avec l'UE](#) pour endiguer les mouvements vers l'Europe via la Libye ou l'Algérie.

Point de passage entre le Sahel et le Sahara, Agadez a longtemps été une ville de transit pour les personnes en route vers l'Europe. Depuis l'effondrement de l'activité touristique à cause des groupes terroristes, une économie de la migration s'y était développée. Avant 2015, on y trouvait des chauffeurs de taxis, des restaurants, et logements spécialement destinés aux migrants. Quant aux convois qui partaient chaque semaine d'Agadez pour la Libye ou l'Algérie, ils étaient escortés par des véhicules militaires pour dissuader d'éventuelles attaques sur la route.



The criminalization of mobility in Niger: the case of Law 2015-36

Article du Mixed Migration Center à [consulter ici](#).

La loi 2015/36 avait permis de démanteler des réseaux de passeurs dans le nord du Niger, favorisant ainsi le développement de réseaux encore plus dangereux, exposant davantage les personnes aux traitements inhumains et au péril dans le désert. Dans les zones où transitent les migrants, cette loi avait conduit au chômage plusieurs milliers d'acteurs de la filière, au détriment de l'économie locale. La décision du CNSP est favorablement accueillie non seulement dans les localités de transit des migrants, mais aussi au niveau des Organisations de la société civile qui qualifiaient la loi incriminant le trafic des migrants d'instrument de violation de droits humains et du principe de libre circulation des personnes. Une partie de l'opinion considère l'abrogation de la loi du 26 mai 2015 comme une réplique au positionnement de l'UE vis-à-vis des nouvelles autorités nigériennes.

UE: alors que le Niger venait d'annoncer l'abrogation de la loi 2015/36 (*voir-ci-dessus*), s'est tenue à Bruxelles d'une conférence internationale portant sur la [proposition d'une nouvelle législation européenne pour lutter contre le trafic de migrants](#), l'actuelle datant de 2002 et n'étant, selon la Commission européenne plus adaptée au contexte actuel. La nouvelle directive prévoit notamment d'alourdir les sanctions pénales concernant le délit d'aide à l'entrée, au transit, et au séjour irréguliers. Les peines pour les trafiquants pourront atteindre 15 ans de prison ferme.

Sénégal: dans un communiqué publié après le conseil des ministres, le Président Macky Sall a ordonné que soient prises des « *mesures sécuritaires, économiques, financières et sociales d'urgence afin de neutraliser les départs d'émigrants à partir du territoire national* ». L'effort devra associer les ministres de l'intérieur, des armées, de la jeunesse et de la pêche, selon le communiqué, qui fait aussi référence à la stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière présentée en juillet par le gouvernement.

Tunisie: depuis [l'agression de 4 policiers fin novembre](#) à Al Amra, les autorités effectuent chaque jour des [raids dans les champs d'oliviers de la région](#), occupés par les migrants à la recherche d'une arme. Les tentes sont fouillées puis brûlées. Des migrants ont été arrêtés et expulsés vers la frontière algérienne, au milieu du désert.

Disparitions & sauvetages

Canaries: [mort de 17 personnes](#) dans la nuit du 7 novembre, 4 personnes identifiées par les autorités espagnoles dans un premier temps, puis 13 autres corps retrouvés par les autorités sénégalaises, au large de la Mauritanie. Plus de 700 personnes ont été secourues cette même nuit. Malgré les conditions météorologiques qui se dégradent, les tentatives de traversées de l'Atlantique ne faiblissent pas.

Allemagne: Un projet de modification de la loi sur le séjour pourrait entraîner des [poursuites pénales à l'encontre des organisations à but non lucratif](#) qui soutiennent les personnes en mobilité. L'amendement proposé stipule que l'aide à l'entrée irrégulière dans l'UE pourrait être punie d'une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement si elle est effectuée "de manière répétée ou au profit de plusieurs étrangers".

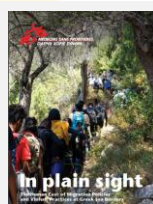
Enfermement / détention / transit

Canaries: Dans une lettre adressée à la justice espagnole, douze [enfants assurent avoir été maltraités par des éducateurs et le directeur d'un centre d'accueil](#), en périphérie de Las Palmas. La structure, gérée par une ONG, est empêtrée dans de multiples affaires, de corruption notamment.

Par ailleurs, [Amnesty International](#), dénonce l'absence globale de volonté politique pour respecter les normes en matière de droits de l'homme dans l'accueil des personnes arrivées aux Canaries et pointe des défaillances graves dans l'identification des mineurs, bon nombre d'entre eux étant finalement traité sur les mêmes standard d'accueil que les adultes.

Expulsions / retours

Allemagne: Le ministre allemand de l'intérieur a présenté une [loi visant à accélérer le retour des demandeurs d'asile déboutés dans leur pays](#). Les changements proposés comprennent l'élargissement des pouvoirs de la police, en particulier la suppression de l'obligation d'informer les personnes avant leur expulsion. Des exceptions seraient prévues pour les personnes malades ou accompagnées d'enfants. La police serait également autorisée à perquisitionner le domicile de tiers lorsqu'elle cherche à établir l'identité d'un migrant. Actuellement, les autorités ne sont autorisées à fouiller que la chambre à coucher de la personne en question. L'opposition conservatrice estime que cette loi ne va pas assez loin.



Grèce: [rapport de MSF](#) sur les refoulements systématiques depuis les côtes grecques.



[Rapport annuel de l'OIM](#) sur le programme de retour volontaire au Maroc.

03 Accueil, accès aux droits, protection et intégration

Asile, Séjour

Sénégal: 27 organisations de la société civile sénégalaise ont adressé une [lettre ouverte](#) pour dénoncer l'externalisation des démarches dans les procédures de demande de visas. La lettre est adressée aux différentes ambassades concernées, et exige une réforme de la procédure avec une annulation ou une suspension de l'externalisation des démarches de demande de visas.

Rwanda: Le Rwanda a annoncé qu'il autoriserait les [Africains à se rendre dans le pays sans visa](#), devenant ainsi la dernière nation du continent à annoncer une telle mesure visant à stimuler la libre circulation des personnes et des échanges pour rivaliser avec l'espace Schengen de l'Europe.

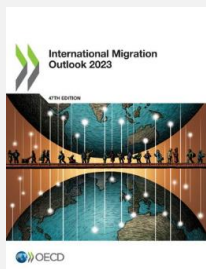
France: le [Sénat a procédé à l'examen du nouveau projet de loi asile et migration](#) proposée par le gouvernement, qui sera ensuite présentée en décembre à l'Assemblée Nationale. Le chambre haute a proposé une version durcie du texte concernant notamment: les restrictions

des critères pour le regroupement familial, le rétablissement du délit pour séjour irrégulier (supprimé en 2012), le conditionnement aux allocations familiales à une durée de résidence de 5 ans au lieu de 6 mois actuellement, la [suppression de l'aide médicale d'Etat pour les personnes en situation irrégulière](#), la fin à l'automaticité du droit du sol, etc. Aussi, le gouvernement avait proposé la création automatique d'un titre de séjour d'un an (renouvelable) pour les travailleurs étrangers en situation irrégulière dans les secteurs dits "en tension", mais cela a été refusé par le Sénat qui propose des titres accordés de façon exceptionnelle. La société civile s'oppose activement à cette loi, que cela soit au niveau du [secteur associatif](#) (dont le Secours Catholique-Caritas France) ou de l'Eglise catholique qui s'est exprimée via une [déclaration des Evêques de France](#).

Accueil, protection

Italie: nouvelle [réforme du cadre législatif relatif à l'accueil](#) des personnes migrantes en Italie (décret Cutro 2), qui sera soumise au vote du Sénat en décembre. La réforme inclut notamment: la possibilité d'héberger des mineurs non accompagnés de plus de 16 ans dans des centres de réception pour adultes, pour une durée maximale de 5 mois; la possibilité de dépasser les capacités d'accueil en cas de flux migratoires intenses; une réduction de la période de suspension de la demande d'asile de 12 à 9 mois dans le cas où le demandeur d'asile quitte les centres d'accueil sans justification ou évite la détention dans les hotspots et les centres de rétention pour le rapatriement (CPR). Dès sa validation, le décret a suscité de vives critiques de la part de l'opposition italienne.

Intégration et accès aux droits



[Rapport 2023 de l'OCDE](#) sur les migrations internationales, dans lequel est notamment évoquée la situation des mères migrantes, doublement pénalisée pour l'accès au marché du travail. En France, l'écart d'emploi entre les mères nées à l'étranger et les mères autochtones est plus important que dans la majorité des pays de l'OCDE. Dans un autre rapport publié en mars 2023 par l'Institut national (français) des statistiques - INSEE -, intitulé "[Immigrés et descendants d'immigrés](#)", les femmes nées à l'étranger ont en moyenne 2,3 enfants, contre 1,7 pour les femmes nées en France, une statistique inférieure au seuil de renouvellement de la population. Plusieurs sources confirment que seule l'immigration pourrait contrebalancer le déclin démographique de la France dans les années à venir.

France / Maroc: Dans un contexte de hausse des besoins de recrutement, la France recourt plus que jamais à [des migrants saisonniers](#), notamment dans le secteur agricole (la France est le premier producteur agricole européen). En 2022, près de 17 000 personnes ont été recrutées au Maroc, un peu plus de 8 000 en 2019 et moins de 5 000 en 2013. En 2023, les chiffres devraient tourner autour de 15 000. La plupart sont des hommes (95%), originaires des régions de Fès-Meknès et de l'Oriental. Selon l'Office français de l'immigration et de l'intégration, basé à Casablanca, par lequel se font les procédures, la demande de main d'œuvre dépasse la capacité de réponse, notamment du fait des lenteurs d'obtention des visas de travail. Le rôle des intermédiaires devient crucial: si auparavant, le recrutement se faisait par affinités, par le réseau familial ou à l'échelle d'un village, maintenant, la plupart des employeurs recourent à des intermédiaires informels pour trouver des candidats, ce qui alimente un business très lucratif.

04 Contexte socio-politique - faits marquant

Afrique

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso: Au moins 70 personnes, en majorité des enfants et des personnes âgées, sont mortes dans des [tueries dans le centre-nord du Burkina Faso](#) début novembre. Des massacres de civils dont les auteurs demeurent inconnus et pour lesquels l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ont demandé une enquête.



[Rapport de Amnesty International](#) "La mort nous guettait, vivre dans des localités assiégées au Burkina Faso".

Guinée: début novembre, période de trouble à Conakry quand l'ancien dictateur [Moussa Dadis Camara - ainsi que d'autres anciens responsables au pouvoir - a été sorti de prison](#) par un commando armé, avant d'être repris et remis derrière les barreaux. Le raid a fait au moins neuf morts.

Liberia: [défaite du président sortant Georges Weah aux élections](#), à la faveur de Joseph Boakai.

Mali: [reprise de Kidal](#) par l'armée malienne, avec l'aide des mercenaires russes du Groupe Wagner. Une victoire symboliquement forte puisque la ville était depuis onze ans sous contrôle des rebelles à majorité touareg.

Sierra Leone: fin novembre, des [affrontements violents](#) ont eu lieu dans la capitale Freetown, faisant 21 morts. Selon l'armée, il s'agit d'un groupe de soldats en rébellion qui aurait tenté de saper la stabilité du pays. Un couvre-feu nocturne a été instauré jusqu'à nouvel ordre.

Afrique de l'Est

Ethiopie: les [accords de paix mettant fin au conflit avec la région du Tigré, signés en novembre 2022](#) fêtent leur anniversaire, mais la guerre semble toujours là: violations des droits humains, insurrection en région Amhara, relations troubles avec l'Erythrée : la tension monte tandis que des mouvements de troupes ont été constatés des deux côtés de la frontière.

Soudan: enlisement du conflit au Soudan. Le bilan actuel des victimes fait état de plus de 12.000 civils morts, plus de 7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan et 1 million vers les pays voisins, ce qui en fait la plus importante crise du monde. Le conflit dépasse largement le Darfour et [s'étend désormais à plusieurs régions du pays](#). Le pays est de plus en plus divisé en deux zones contrôlées par 2 armées opposées. Par ailleurs,, l'UE suspecte de [nettoyage ethnique à l'ouest du Darfour](#) à l'encontre de la tribu non arabe Masalit (plus de 1000 morts en 2 jours, mi-novembre).

Afrique Centrale

Cameroun : Une [vingtaine de personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées](#) début novembre dans une nouvelle attaque d'un village par des séparatistes anglophones dans l'ouest du pays, où ces rebelles et l'armée s'affrontent depuis sept ans.

RDC: les élections parlementaires et présidentielles convoquées pour le 20 décembre font l'objet de toutes les attentions. La [campagne a débuté le 19 novembre](#), 25 candidats briguent la magistrature suprême alors que le président sortant, Félix Tshisekedi, part favori d'un scrutin à un tour. Première mission d'observation indépendante depuis dix ans pour garantir la sincérité des scrutins, les [observateurs de l'UE se sont déclarés bloqués](#) par [l'insécurité dans l'Est du pays](#).

Environnement

Inondations / Afrique de l'Est: Avec le phénomène climatique El Niño, l'Ethiopie, le Kenya et la Somalie ont été touchés par des inondations d'une ampleur inédite. En [Somalie](#), des inondations ont fait cinquante morts et 700 000 personnes déplacées; en [Ethiopie](#), une vingtaine de morts et plus de 12.000 familles déplacées.

05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas



Ecoutez dès maintenant notre nouveau PODCAST « [A la rencontre du RAEMH... Direction Dakar, avec Caritas Sénégal](#) ».

Très prochainement, vous pourrez écouter un podcast présentant l'action de la Maison du Migrant à Gao, Mali!

[Retrouvez aussi l'ensemble de nos podcasts ici.](#)